Quarante-troisième Année. — N° 121 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES DIMANCHE 1er MAI 1898.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . Six mois . 26 fr. . Un an. . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, Grande-Rue, 71. - Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, Grande-Rue, 71. — A LILLE, rue du Café-Saint-Etienne, 9 bis, à PARIS chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 23. — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 30 AVRIL 1898

PIGEONS VOYAGEURS
et Transatlantiques

Le capitaine Reynaud, que, d'accord avec le ministère de la guerre, la Compagnie transatlantique avait chargé de diriger, sur la *Bretagne*, les expériences de lâchers de pigeons en mer, dont nous avons parlé, est rentré hier à Paris, et l'on connaît maintenant les résultats de ce premier essai.

Ils sont aussi satisfaisants qu'on pouvait l'espérer. La plupart des pigeons sont revenus à leur colombier, ou bien, lorsque le vent les en a empêchés, se sont réfugiés sur les navires qu'ils ont rencontrés; quelques-uns enfin, entraînés par la tempête, sont tombés à d'invraisemblables distances du point de lâcher; mais très peu ont été perdus.

Voici d'ailleurs, tel qu'on l'a fait à la Compagnie transatlantique, le récit de ce qui se passa avant, pendant et après le voyage de la *Bretagne* :

« L'annonce que la compagnie allait recommencer au Havre, mais dans des conditions nouvelles, ses essais infructueux d'il y a dix ans, à Saint-Nazaire, avait mis en émoi les colombophiles du Havre et des environs, et les propositions arrivèrent d'abord nombreuses.

» Elles se firent plus rares lorsque la compagnie déclara que les seuls pigeons qu'elle payerait et primerait seraient ceux qui rentreraient au colombier, les pigeons qui ne reviendraient pas étant considérés comme mauvais et sans valeur.

» Ces conditions rigoureuses et aussi l'époque choisie pour la première expérience, qui était justement celle de la ponte, firent qu'au départ de la *Bretagne* cent pigeons seulement furent mis à la disposition du capitaine Reynaud.

» On sait déjà qu'à 50 kilomètres en mer, M. Reynaud fit un premier lâcher de quatre pigeons qui, quelques heures après, rentraient au colombier avec les dépêches dont on les avait chargés. Vous vous rappelez aussi qu'au large des îles Scilly la *Bretagne* rencontra un navire désemparé, le *Bothnia*, dont elle recueillit l'équipage : sept hommes vivants, deux morts. Sept pigeons furent lâchés à ce moment, bien que le temps fût très mauvais. Ils s'élevèrent très haut et prirent la direction du Havre; mais bientôt le vent fut le plus fort et l'on vit ces pauvres bêtes, incapables de lutter, étendre les ailes et se laisser emporter.

» Nous les crûmes perdus, et, sur les sept, six, en effet, n'ont pas été retrouvés; mais le septième a été recueilli le lendemain, à 500 kilomètres de là, par un navire charbonnier qui traversait le golfe de Gascogne : le but poursuivi, qui était de faire connaître l'accident du *Bothnia*, était quand même atteint.

» A partir de ce moment, la mer fut si mauvaise qu'on renonça momentanément à continuer les expériences. Il est, d'ailleurs, curieux, de rapporter qu'en route les passagers, et surtout les femmes, avaient pris les pigeons en grande amitié et que, chaque fois que le capitaine Reynaud, malgré le temps peu favorable, parla de faire de nouveaux lâchers, un concert de récriminations s'éleva, auxquelles il dut céder — par galanterie.

» Il avait été décidé pourtant qu'à mi-chemin de New-York, à 3,000 kilomètres du Havre, par conséquent, un des pigeons réputés les meilleurs serait lâché. Lorsqu'arriva le moment convenu, le capitaine se fit apporter l'oiseau. Ce fut alors un nouveau concert de plaintes féminines. Cette fois M. Reynaud tint bon.

— Mais, dit-il, comme je veux faire la paix avec vous, mesdames, je vais prier Mlle X... (une Américaine) de rendre elle-même la liberté au pigeon : cela lui portera bonheur.

« L'oiseau s'envola, non sans qu'on l'eût couvert de baisers... et au lieu de se diriger vers le Havre, partit pour l'Amérique, où les passagers de la *Bretagne* le retrouvèrent à leur arrivée. Après un vol de 3,000 kilomètres, il était allé s'échouer à 80 milles de New-York, dans le Connecticut. »

Lorsque la *Bretagne* quitta New-York, elle emporta de cette ville une nouvelle collection de cinquante pigeons qui tous furent lâchés les premier, deuxième et troisième jour de la traversée. La Compagnie transatlantique n'en a encore aucune nouvelle, mais, la distance qu'ils avaient à franchir étant relativement peu considérable, ils ont dû rentrer à leur colombier. Au moins les résultats obtenus avec ceux qui ont été lâchés les jours suivants et qui sont tous rentrés au Havre et à Rouen permettent-ils de le supposer.

» A 400 kilomètres du Havre, puis à 300 et à 200, nous dit-on, M. Reynaud a, en effet, mis successivement en liberté les pigeons qui lui restaient. Leurs propriétaires les ont retrouvés la plupart le jour même, les autres les jours suivants.

« Malheureusement, les précautions nécessaires pour qu'on connût l'heure de leur rentrée exacte n'avaient pas été prises dans tous les colombiers. Aux portes de ceux-ci, on installa dans ce but de légères bascules qui actionnent des sonneries électriques. Là où ce système ne fonctionnait pas, on n'a pas été averti de la rentrée et on ne s'est aperçu du retour des pigeons que le lendemain ou même deux jours après.

» Mais le résultat final est le même, car, en réalité, ce n'est pas tant le retour au colombier qui nous intéresse ; nous désirons surtout que le pigeon *arrive* ici ou là. Or, ils sont presque tous *arrivés* et c'est là pour nous le grand point. ».

En résumé, les premiers essais sont satisfaisants et la Compagnie va les continuer sur ses autres paquebots. Peu à peu, l'élimination des pigeons mauvais ou moins bons se fera naturellement, et un service régulier pourra être établi.

» Savez-vous, nous dit-on, comment se fait cette élimination ? Tout pigeon dont l'estomac est plein de graines lorsqu'il rentre au colombier est impitoyablement sacrifié — parce que cela prouve qu'il s'est arrêté en route pour manger. Or, un pigeon qui s'arrête en chemin court grand danger d'être attaqué par un oiseau de proie.

» Le fait s'est produit pour un des pigeons de la *Bretagne*. Il était chargé d'une dépêche par la comtesse de P... Or, arrivé à la côte, il se reposa avant de regagner son colombier. Un émouchet le surprit et le blessa d'un coup de bec à la tête. Il put cependant s'échapper, mais la dépêche n'arriva qu'hier, quatre jours après la *Bretagne*. »

Le service régulier que veut organiser la Compagnie transatlantique est destiné, en grande partie, à la transmission de dépêches des passagers. Mais chaque capitaine devra conserver toujours trois pigeons « de grandes distances » pour le cas d'accident.

SITUATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
DE ROUBAIX-TOURCOING

Roubaix-Tourcoing, 30 avril.

D'après les renseignements qui nous parviennent les affaires, en fabrique, ne laissent pas trop à désirer. Le commerce de détail a été assez favorisé depuis quelque temps : il en est résulté une demande plus suivie chez les négociants en gros qui, de leur côté, ont fait quelques achats.

Dans le commerce de laines on signale un petit courant d'affaires cette semaine avec prix bien soutenus pour tous genres.

Pendant le mois d'avril qui finit, la situation générale des affaires à Roubaix-Tourcoing, sans être aussi mauvaise qu'il y a un an à pareille époque, ne donne pas encore pleine satisfaction.

Dans la *filature de laine*, l'alimentation est assez régulière, mais les prix de façon restent trop bas.

En *cardés*, bonne alimentation également, avec prix peu rémunérateurs.

La *filature de coton* marche régulièrement sur ordres.

Dans les *tissages mécaniques* quelques ordres en serges sont venus porter leur appoint à la production de fantaisies.

Les peignages travaillent leur plein : c'est d'ailleurs la saison d'activité pour cette industrie.

La *teinturerie* sur matière est normalement alimentée, surtout en laines. En pièces, il y a un peu d'amélioration. Grâce aux articles foulés cardés, les apprêts ont repris une bonne allure.

LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE

Comme suite à la promulgation de la loi du 9 avril courant, promulgué le 19 et relative à la représentation commerciale, le ministre du commerce vient d'adresser aux membres des chambres de commerce une circulaire dans laquelle il expose l'économie de la nouvelle loi.

Le ministre interprète le mot « entente » dans le sens le plus large : il estime que les chambres de commerce pourront, sous réserve de l'autorisation ministérielle, se réunir en conférence pour la défense des intérêts qui leur seraient communs, à condition que toute question étrangère à l'objet de la réunion n'y soit point mise en discussion.

Le ministre énumère ensuite les pièces qu'il conviendra de lui soumettre, entre autres l'analyse de leurs travaux et des renseignements sur le mouvement des affaires commerciales et industrielles dans leur circonscription et les causes économiques qui influent sur le marché.

Il termine en exprimant l'espoir que les facultés données aux chambres de commerce développeront nos institutions économiques, enrichiront notre outillage public et encourageront les œuvres d'éducation professionnelle et d'expansion commerciale.

LA QUESTION DES BLÉS

Nous avons publié hier un résumé de la lettre que M. Méline a écrite au président du Conseil général des Bouches-du-Rhône. En raison de son importance, nous croyons devoir reproduire cette lettre dans son intégralité. La voici :

« Paris, 28 avril 1898.

» Monsieur le président,

» Vous insistez auprès de moi, au nom du conseil général des Bouches-du-Rhône, pour que le gouvernement supprime sans plus tarder le droit de douane qui protège nos producteurs de blé. Vous vous appuyez pour cela sur la hausse qui s'est produite dans ces derniers jours sur le marché de Marseille et dans une partie de la France.

» Permettez moi de vous faire observer d'abord que cette hausse subite pouvait s'expliquer il y a quelques jours, au moment où a éclaté la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, puisque l'on ne connaissait pas les intentions de ces deux pays en ce qui concerne la marchandise transportée sous pavillon neutre. Tant que cette inquiétude a duré, on a pu comprendre la hausse d'un produit aussi nécessaire que le blé, dont il reste encore aux Etats-Unis des quantités disponibles pour l'exportation.

» Aujourd'hui la situation a complètement changé par les déclarations des deux belligérants. Le blé peut circuler librement sous pavillon neutre et continuer à nous arriver d'Amérique soit directement soit par le Canada.

» J'ajoute que la France est à l'heure actuelle dans une situation plus rassurante que celle de beaucoup d'autres pays, puisqu'elle a l'avantage de posséder encore à l'intérieur un stock de blé assez considérable chez les cultivateurs, sans parler de celui qui existe en admission temporaire et en entrepôt.

» En admission temporaire et en entrepôt les réserves s'élèvent à 2,522,000 quintaux. Il faudrait y ajouter plus de deux millions de quintaux qui sont en cours de route à destination de la France. Enfin, il résulte des enquêtes auxquelles mon administration s'est livrée que la culture peut disposer encore d'au moins 4 millions de quintaux.

» Il y a donc en ce moment à la disposition du marché, en supposant qu'il ne nous vienne rien ni de l'Amérique, ni de la République Argentine, ni de l'Australie, ni de l'Inde, ce qui est absolument inadmissible et impossible, un approvisionnement de 8,522,600 quintaux et je ne parle pas de ce qui reste chez les meuniers et chez les boulangers, quantité qui peut être faible, mais dont il faut cependant tenir compte dans une certaine mesure.

» Si on place en face de ces chiffres les besoins de la consommation qui s'élèvent en ce moment à environ 6,500,000 quintaux par mois, on voit qu'il n'y a aucun danger pour l'alimentation publique et que la spéculation seule peut avoir intérêt à entretenir la panique pour amener une hausse factice et obtenir la diminution ou la suppression du droit de douane. Car vous n'ignorez pas, monsieur le président, que c'est elle qui en aurait le principal profit et que le consommateur n'en retirerait qu'un très mince avantage. Le bénéfice qui résulterait de la suppression du droit irait d'abord à ceux qui ont des blés en entrepôt ou des marchés à livrer; il irait ensuite aux spéculateurs étrangers qui ne tarderaient pas à relever leurs prix. L'expérience en a été faite en 1891, elle vient d'être faite en Italie où, malgré la diminution du droit, le blé est revenu aux prix anciens.

» Voilà ce qu'il faudrait dire aux consommateurs au lieu de les exciter dans un but trop facile à deviner en ce moment et de favoriser la hausse par une campagne savamment organisée.

» Il faudrait bien dire aussi que dès la fin du mois de mai on verra arriver successivement les blés d'Egypte, puis ceux de Tunisie et d'Algérie dont les récoltes seront excellentes, qu'enfin la préparation de notre grande récolte annuelle est en ce moment merveilleuse.

» Quant au gouvernement, il ne méconnaît pas ses devoirs et il saura les remplir. Il est le protecteur et l'arbitre de tous les intérêts et il a pour mission de les concilier dans toute la mesure du possible.

» Il place au premier rang de ses préoccupations l'alimentation publique, surtout en ce qui concerne les denrées de première nécessité; le jour où il se trouverait en face d'une hausse sérieuse et fondée du prix du blé ou s'il lui était démontré que ceux qui détiennent les approvisionnements intérieurs ne veulent pas les apporter sur le marché à des prix raisonnables, il n'hésiterait pas à prendre sous sa responsabilité les mesures que commanderaient les circonstances.

» Mais vous reconnaîtrez avec moi, monsieur le président, qu'il manquerait au premier de ses devoirs s'il agissait avec précipitation dans une question aussi complexe, si après quelques jours de panique provoquée par la guerre hispano-américaine et soigneusement entretenue, il cédait légèrement à une pression dont le but est trop visible et qui ne peut avoir d'autre résultat que de favoriser la spéculation et de pousser à la hausse au grand détriment du consommateur lui-même.

» Le conseil général des Bouches-du-Rhône se compose d'hommes d'affaires trop expérimentés pour ne pas apercevoir ce qui se passe en ce moment et pour ne pas approuver la sage conduite du gouvernement.

» Veuillez agréer, etc. » J. MÉLINE »

La *République Française* fait remarquer que cette hausse des blés est exploitée par certains partis pour des besoins électoraux, et elle veut ramener la question au point :

« Les socialistes, dit elle, continuent à essayer d'énonvoir l'opinion publique à l'occasion du prix du blé sur les marchés. La famine, tel est leur mot d'ordre, et la *Petite République* le répète encore ce matin, en sommant le gouvernement de s'exécuter.

» Les prétendus amis du peuple prennent un singulier moyen pour défendre celui-ci ; semer la panique a toujours été le moyen le plus efficace pour récolter la cherté. S'ils avaient la moindre sollicitude pour l'avenir, ils s'inquiéteraient des événements vrais, ils sauraient ce qui se passe, ils arriveraient fatalement à notre conclusion.

» Il est absolument faux que le prix du pain ait monté d'un centime à Paris. Mon boulanger vend toujours le pain 75 centimes les quatre livres ; j'en connais qui le vendent 70 centimes.

» Il est non moins faux que la suppression des droits de douane équivaille à une diminution de 15 centimes par pain de quatre livres. Quand on l'affirme, comme on le fait aujourd'hui avec insistance, on fait preuve ou d'ignorance ou de mauvaise foi.

» La vérité, la seule, c'est que le maintien du droit de douane est l'unique sauvegarde contre l'exagération des prix. C'est parce que, depuis huit jours, les menaces des socialistes contre le gouvernement français ont été clabées partout, c'est parce qu'on avait espéré qu'elles réussiraient immédiatement que la spéculation s'est livrée à la manœuvre de hausse dont nous sommes les témoins. Cette manœuvre a été menée à l'étranger; elle est conduite avec âpreté à la Bourse de commerce de Paris, où les meneurs ne se cachent pas de proclamer hautement qu'ils veulent forcer la main au gouvernement. On me l'a dit avant-hier, on me l'a dit hier, on le répète à qui veut l'entendre.

» Quelques-uns ont déjà réalisé des bénéfices énormes. Ils voudraient en encaisser davantage. La suppression des droits serait, en effet, saluée immédiatement par une nouvelle explosion de hausse à l'étranger, et c'est le consommateur français qui en paierait les frais.

» La résistance du gouvernement français a déjà produit son effet. Les Américains ont besoin de vendre leur blé. Quand ils ont appris que le gouvernement français ne se laissait pas intimider, ils ont réfléchi. La cote de New-York est arrivée hier soir en baisse.

» Voilà le premier effet d'une résistance éclairée. Il jettera de l'eau froide sur l'enthousiasme des haussiers, et comme les spéculateurs à la hausse commencent à s'inquiéter, l'accès de fièvre auquel nous assistons depuis huit jours aura bientôt disparu. »

Les journaux spéciaux, de leur côté, tout en enregistrant la hausse, constatent que l'effervescence diminue plutôt.

Voici ce que dit le journal *Le Fermier*, dans son bulletin de la Bourse de commerce de Paris :

« Blés. — L'excitation est beaucoup moins grande aujourd'hui sur le marché libre, que tous ces jours derniers ; mais il est vrai que l'on enregistre à l'heure actuelle, sur la semaine dernière, une hausse de 2,50 par quintal sur les blés de pays et de 3 fr. sur toutes les provenances étrangères. Il y a bien là de quoi véritablement calmer l'effervescence la plus vive et l'on considère, en général, à moins de complications inattendues, que la plus-value obtenue, jusqu'à ce jour, ne saurait maintenant être aisément dépassée, car les achats faits au dehors assurent, partit-il, deux grands mois de consommation.

» Dans ces conditions, la meunerie se trouve beaucoup plus à l'aise et elle montre, cet après-midi, moins d'ardeur dans ses achats. La hausse acquise précédemment se maintient facilement mais on ne semble pas désireux de s'engager davantage, avant de savoir ce que l'Amérique décidera relativement à ses exportations. Les cours ont éprouvé hier et avant-hier à New-York, une hausse formidable et l'on veut voir s'il n'y a dans ce fait d'autres causes que celles amenées par les demandes multiples de l'Angleterre et du continent.

» Bref, on a payé les blés roux de l'ose 33 50 les 100 kilos et les blés bigarrés entre 33 50 à 34 fr. Les blés blancs étaient tenus à 34 50.

» Les cours sont difficilement appréciables, et les quelques affaires que nous avons relevées sont loin de représenter les prix que l'on demandait tout d'abord, au début du marché; mais à la longue, il s'est produit un certain tassement et c'est ce qui nous a permis d'établir définitivement notre cote.

» En blés étrangers, la hausse est plus sensible encore que sur les blés du pays. On demandait, en effet, pour les Californie de 26,25 à 26 50 et 26 fr. pour les Walla. Les roux d'hiver étaient tenus également aux environs de ce dernier prix.

« En résumé, affaires moins considérables qu'on le pensait et hausse de 2.50 quintal sur mercredi dernier. »

LA CHERTÉ DU PAIN EN ITALIE

Graves désordres

Rome, 29 avril. — De nombreuses arrestations ont été opérées à Bari, où les troubles ont atteint un caractère d'extrême gravité. Aujourd'hui, la plupart des magasins sont fermés. Le gouvernement a envoyé hier cinq cents quintaux de farine qui seront distribués à bas prix aux indigents.

M. di Rudinì a conféré au commandant du corps d'armée de la région les pouvoirs les plus étendus pour réprimer les troubles, mais les autorités civiles avaient pris les mesures nécessaires et le commandant n'a pas eu à intervenir.

De son côté, le ministre de la marine a donné à la canonnière *Etruria* l'ordre de seconder la garnison de Triplie pour rétablir l'ordre.

Hier, à Faggia, de graves désordres se sont également produits. La foule a attaqué et dévasté le palais provincial, l'hôtel de ville et a incendié les bureaux de l'octroi et de l'état civil.

Le maire a réussi à calmer les manifestants en leur annonçant la mise en vente du pain au prix de 31 centimes le kilo au lieu de 50 centimes. Toutefois, les désordres ont continué sur divers points de la ville.

La police est impuissante à empêcher le pillage des magasins. Elle n'a pu qu'opérer de nombreuses arrestations.

UN LIBRE-PENSEUR
EX-MENEUR SOCIALISTE DU HAINAUT
chez les Jésuites au Congo

Paul Comreur écrit du Congo à une feuille anti-catholique de Bruxelles :

A proximité de l'Inkisi, retirée sur les confins d'un bois, et dans le voisinage de villages indigènes, se trouve, tel un monastère au temps ancien, la maison principale des missionnaires belges de la Compagnie de Jésus.

J'ai jugé qu'il convenait de profiter de mon voyage pour leur rendre visite et m'enquérir de leur situation et des résultats qu'ils obtiennent.

J'ai été très bien reçu par le Père Warroux qui, sans être trop étonné de ma visite, s'est mis immédiatement à ma disposition pour les renseignements que j'avais à lui demander.

La mission des jésuites au Congo fut fondée en mars 1893 par la province de Belgique. Les premiers qui arrivèrent ici furent les pères Van Heuentoven, directeur, et Dumont, et les frères Lombary et Gillet. Ils s'établirent d'abord à Kimuenza, sur la rive droite, près du Pool, mais la station ayant été jugée insalubre, le siège principal en fut porté à Kisantu, où réside le supérieur, avec, comme second, un wallon, le Père Warroux, ancien vicaire à Montignies-sur-Sambre, le Père Brutemans, les frères Lombary et Vandersthraeten. C'est également à cette maison qu'est attaché le Père Liagre qui est en ce moment en Belgique, et le Père Becq, décédé dernièrement à Las Palmas, en faisant partie aussi.

Le Père Warroux, avec lequel je me suis particulièrement entretenu, estime que si la tâche de l'émancipation des nègres est ardue et ingrate, elle n'est pas impossible, car le nègre est perfectible. Il n'est pas la brute incurable ou l'être dégénéré que l'on croit généralement ; c'est un être souffrant et déprimé, mais accessible au raisonnement et aux bons sentiments. Il subit plutôt en son barbare état actuel, des préjugés sociaux, plutôt que l'influence de mauvais instincts naturels, d'une férocité innée. Leur anthropophagie peut ainsi être jugée.

Les nègres en ont honte devant les blancs : ils ont donc une conscience : et cette pratique du cannibalisme disparaît même rapidement. Quant au régime de l'esclavage domestique, il existe encore dans tous les villages. Un nègre se vend et s'achète comme une chèvre, sans plus de mystère que chez nous s'engagent les domestiques, sauf que l'esclave est la chose de son propriétaire qui en dispose à son gré.

Mais dans la vie domestique, l'esclave est considéré au même titre que la femme et les enfants; c'est même parce que ce régime n'a rien de répréhensible et qu'il est consenti par l'esclave même, qu'il disparaîtra plus lentement. C'est ici le système social primitif, condamné par le Code pénal du Congo, mais autrefois consacré presque partout.

Les jésuites ne s'attaquent pas directement à ces coutumes. Ils les discutent selon les circonstances, les combattent selon la méthode opportuniste.

Même observation au sujet des rites spirituels. Ainsi pendant que je m'entretenais avec le Père Warroux, quelques indigènes sont venus à la mission saluer les pères, en passant, et leur raconter que l'on tardait à enterrer une femme décédée, parce que le porc qui devait servir au repas des funérailles n'était pas assez gras pour le tuer.

Les pères ont fait observer qu'on pourrait chercher un autre porc, toutes les ne l'entendaient pas ainsi: un porc avait été désigné, c'est celui-là qu'il fallait sacrifier. Pendant ce temps, le cadavre restait dans la case où, pour l'entretenir, on le fume au-dessous d'un feu de bois. Les êtres qui souffrent le plus de ces superstitions sont les femmes. Elles doivent veiller les cadavres et ne pas sortir avant la levée du corps. Vous concevez l'atmosphère dans laquelle elles vivent, quand une superstition de ce genre retarde l'inhumation!...

Les pères jésuites observent de très près, pour les corriger peu à peu, ces mœurs de leurs voisins et amis noirs; car les pères jésuites sont en bons termes avec les indigènes, qui, à la saison, viennent travailler aux cultures, faire les récoltes, surveiller et garder le bétail. Les noirs envoient, du reste, leurs enfants à l'école de la Compagnie de Jésus.

La mission compte ainsi 150 petits garçons, qui restent là jusqu'à la fin de la période d'études, à moins que le père ne les réclame. On les instruit, on les initie à la culture et à d'autres travaux. La mission possède un atelier de menuiserie, une briqueterie. Les enfants noirs reçoivent un salaire qui constituent une « masse » de sortie; on leur enseigne ainsi l'économie, et les résultats moraux sont si précieux que les parents nègres sont tous fiers des enfants confiés à ce milieu.

Pour subvenir à ses besoins, la mission possède 16 bœufs, 750 chèvres, moutons et porcs, 250 poules. Ses plantations lui ont rapporté cette année comme deuxième récolte 13,500 kilos de riz. Les bananiers, papayers, manioc, iguanes, palmiers et manguiers sont aussi de bon rapport.

Enfin ce sont les enfants qui, avec les frères, ont construit les nouveaux bâtiments. Ils ont ainsi acquis d'élémentaires notions d'architecture et, rentrés chez eux, remplaceront leurs huttes primitives par de petites maisons rappelant celles de nos campagnes.

Lorsqu'ils veulent se marier, comme les usages ici veulent que l'époux paye une dot de 9,000 mikatos (bagnettes de laiton) à la famille de la femme, la mission paye les deux tiers et le reste est prélevé sur la masse du garçon. Ils forment ainsi des villages chrétiens qui travaillent soit pour eux ou pour la mission qui compte, dès à présent, quinze ménages nègres à son service. Ces jeunes gens ont l'existence assurée et restent dans la voie que leur a tracée leur éducation.

A noter, en passant, que jamais les vieillards nègres ne contrarient les jeunes convertis au sujet de leurs croyances nouvelles. La religion en est plus tolérant que chez les Européens civilisés !

Tels sont les résultats obtenus par les jésuites. Voilà ce que fait l'apostolat de quelques prêtres ; pourquoi l'Etat et les sociétés commerciales n'arriveraient-ils pas à organiser ainsi la vie des noirs par le capital et le travail? Dresser les noirs à exploiter des fermes et des cultures. La contagion sera bientôt générale.

Est-ce une aptitude spéciale à l'Eglise catholique d'avoir, aujourd'hui encore, des hommes qui, comme les moines des premiers temps de notre histoire, allaient au milieu des bois et des contrées sauvages fonder des monastères et des abbayes autour desquels se formaient des cités de travail et de civilisation ? Et nous serait-il donné de voir au Congo ces faits anciens se reproduire, et des peuplades barbares sauter brusquement, par l'effet de cette éducation, de l'âge du fer à celui... de l'or ? Il y a là un phénomène important à constater dans l'histoire des peuples et qui mériterait une étude.

L'heure du dîner étant venue, le Père Warroux m'y invite, en se demandant ce que l'on pourra dire en Belgique en apprenant que le citoyen Coureur a partagé le repas des jésuites. Ma foi ! on fait ici des rencontres inattendues, et l'on constate ainsi que ce n'est pas l'habit qui fait l'homme.

J'ai donc dîné avec les jésuites ; le seul ennui que j'ai eu a été d'assister au « bénédicité » sans y prendre part, ne voulant pas faire violence à mes sentiments de libre-penseur. On se met à table sous la véranda. Les mets sont tous congolais, sauf le pain : du bouillon de mouton au riz, des « fricadelles » et du ragout de mouton avec, comme légumes, des feuilles de manioc que j'ai trouvées excellentes, et des boulettes d'iguanes en guise de pommes de terre. Après le dîner, café du Congo et sieste pendant laquelle on reçoit la visite d'indigènes qui viennent parler de tout et de rien.

En quittant ces prêtres, qui vivent là-bas en philosophes et en apôtres, supportant comme le commun des mortels les dangers du climat sans trop se plaindre des misères humaines, j'en emporte le meilleur souvenir.

LA GUERRE
entre l'Espagne et les États-Unis

Quelle importance faut-il exactement attacher au bombardement de Matanzas ? Les Américains font grand bruit autour de cette affaire; ils affirment avoir causé des dégâts considérables et tué ou blessé de nombreux Espagnols. Par contre, les Espagnols contestent absolument les nouvelles américaines, qu'ils accusent d'être complètement exagérée.

Et, ma foi, à en juger par les nouveaux renseignements qui parviennent aujourd'hui, l'affaire de Matanzas semble ne présenter qu'une importance très relative. En admettant, comme l'annoncent les dépêches américaines, que des batteries aient été détruites, le dommage ne paraît pas avoir été bien considérable, attendu qu'il s'agit de simples ouvrages de terre inachevés et non complètement armés. Ce n'est qu'un simple incident.

AUX ÉTATS-UNIS
Vives appréhensions à New-York

New-York, 29 avril. — Les craintes sont plus vives ici depuis qu'une dépêche a appris le départ de l'escadre espagnole de St-Vincent (Cap-Vert). Selon un autre télégramme, il est à prévoir que d'autres bâtiments sont déjà

Dernière Heure

De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL

L'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS

Le correspondant du *Standard* à Washington dit que la découverte d'un espion espagnol à bord du monitor *Puritan* n'est qu'un seul fait d'une série d'incidents qui force les autorités américaines à croire qu'il existe aux Etats-Unis une bande nombreuse et active d'espions.

Les officiers du *Puritan* croient maintenant que l'explosion du *Maine* a pu avoir une cause intérieure.

Le correspondant du *Daily Chronicle* à Washington dit que les plans de la campagne à Cuba sont définitivement arrêtés ; le mouvement des troupes du camp de Chickamangua est déjà commencé.

Ce sont des troupes nègres et de couleur, dont a déjà pu apprécier les services contre les Indiens, qui seront débarqués les premiers à Cuba.

Dépêche de Hong-Kong au *Daily Mail* : On n'a aucune nouvelle de la flotte de l'amiral Dewey qui doit, ce soir, être à Manille.

Onze navires marchands américains sont attendus à Hong-Kong, où ils devraient être arrivés. On a des inquiétudes sur leur sort.

Le correspondant du *Daily Mail* à Washington déclare que le président Mac-Kinley espère encore que la guerre sera de courte durée. Il espère qu'une victoire américaine à Manille décidera l'Espagne à renoncer à la souveraineté de Cuba.

Malgré l'opposition des démocrates et des argentistes, il est certain que les projets financiers de M. Mac-Kinley, relatifs à la guerre, seront adoptés par le Sénat.

Télégramme de Washington au *Daily Mail* : On a peur que la flotte espagnole se dirige sur Trinidad, où les Espagnols ont des dépôts de charbon et de quoi réparer leurs navires.

De là, il leur serait facile d'intercepter les deux vaisseaux des Etats-Unis qui viennent de l'Amérique du Sud.

Le correspondant du journal raconte que des vols mystérieux ont été opérés à bord des bateaux capturés par les Américains. Sur le *Catalina* seul, des valeurs s'élevant à 25,000 dollars ont disparu.

Le *Daily Chronicle* reçoit de New-York la nouvelle que dans ces deux derniers jours on a enrôlé 700,000 hommes, dont 100,000 dans New York même. La guerre coûte déjà aux Etats-Unis la somme de 200,000 livres par jour.

Bombardement démenti

Une dépêche de Key-West au *Daily Mail* annonce que la nouvelle du bombardement de Cardenas reposait uniquement sur les affirmations de deux matelots du *Puritan*.

Le capitaine Harrington, commandant de ce monitor, dit qu'il n'y a rien de vrai dans ce récit, et que, quand il est parti de son point de blocus, tout était tranquille.

Londres, 30 avril — Une dépêche de Washington au *Daily News* dément le bombardement de Cardenas par la flotte américaine.

D'autre part, une dépêche de Key-West au *Daily Mail* annonce que la nouvelle du bombardement de Cardenas reposait uniquement sur les affirmations de deux matelots du vaisseau américain le *Puritan*.

Le commandant Harrington, commandant de ce monitor, dit qu'il n'y a rien de vrai dans ce récit et que lorsqu'il est parti de son point de blocus, tout était tranquille.

Le correspondant du *Daily Mail* ajoute qu'il croit pouvoir annoncer que Cardenas sera attaqué la semaine prochaine.

L'adresse des étudiants français aux étudiants espagnols — L'accueil fait à Pierre Loti

Madrid, 30 avril. — Le salut fraternel des étudiants français à leurs camarades espagnols a été accueilli par ces derniers avec enthousiasme.

Pierre Loti est l'objet des attentions les plus empressées.

De nombreux commerçants français ont avisé leurs clients espagnols qu'à cause de l'élévation du change, ils suspendront l'envoi des traites jusqu'à fin décembre.

Les sympathies et la reconnaissance pour la France augmentent.

On commente beaucoup ici la nouvelle que les insurgés, sous les ordres du docteur Bethancourt, ont tenté une attaque contre Matanzas, en même temps que le bombardement s'effectuait.

On y voit la preuve d'une entente des insurgés avec les Américains.

Les rebelles voulaient s'emparer de Matanzas dans l'espoir d'y établir un centre d'opération pour les Américains.

La ville de Matanzas est, assure-t-on, bien défendue et ne sera pas prise. La population est hors de la portée des canons de la flotte américaine.

On attend avec grande impatience des nouvelles de la rencontre des escadres espagnole et américaine à Manille.

L'amiral Montojo télégraphie que l'esprit des marins de l'escadre espagnole est excellent et qu'il a grande confiance en leur courage.

L'amiral de Montojo est un chef de grande valeur. Etant tout jeune encore, il prit part au combat du Callao. Il connaît admirablement les mers des Philippines.

Le procès du 23 mai

Du *Gaulois* :

« Si nous avons parlé d'une preuve matérielle établissant une entrevue, à Carlsruhe, entre l'attaché militaire allemand et le principal témoin de M. Zola, c'est qu'il existe une photographie de l'entrevue de ces deux puissants personnages.

» Il serait téméraire d'espérer que M. Zola et ses amis ont renoncé à poursuivre l'agitation qu'ils ont provoquée. Il n'y a donc qu'un moyen d'en finir, c'est de produire en plein jour les preuves éclatantes que l'on a de Dreyfus.

» Nous savons que ces preuves existent et nous espérons qu'on n'hésitera pas à les sortir. Il ne faut pas couper un bouton vénéneux, il faut en arracher la racine. »

Arrivée à New-York du steamer américain « Paris »

New-York, 30 avril. — Le steamer américain *Paris* est arrivé ce matin à New-York; il est intact. Le *Paris* était parti d'Anvers avec deux millions de diamants.

A la Chambre des Communes. — Demandes d'explications. — Les concessions demandées par la France à la Chine.

Londres, 30 avril. — Le débat sur la politique du gouvernement a été ajourné à minuit.

Au cours de la discussion, sir Edward Grey a demandé des explications au sujet des demandes de la France en Chine, plus particulièrement au sujet des demandes concernant la non-aliénation de certaines provinces.

Si ces concessions ont été faites dans le même esprit que les concessions de même nature faites à l'Angleterre, celle-ci n'a pas à soulever d'objection; mais si la France a l'intention de créer des sphères d'influence, ses demandes pourraient soulever des questions très sérieuses.

Si les Français se sont fait accorder des concessions de chemins de fer simplement pour l'extension de leur commerce du Tonkin et si l'Angleterre a obtenu également des concessions de même nature, nous n'avons rien à dire.

En terminant, l'orateur exprime l'espoir que toutes les nations qui ont des intérêts commerciaux en Chine se rallieront à la politique de la porte ouverte. La séance est levée à minuit 15.

Dans l'Ouest Africain. — Le courrier de la côte occidentale d'Afrique. — Les troubles à Sierra-Leone.

Liverpool, 30 avril. — Des nouvelles du 8 avril, de la côte occidentale, disent que le port français de Konakry fait un grand commerce de poudre et d'armes qui sont achetées par les indigènes de Sierra-Leone en train de se révolter contre la taxe trop élevée dont sont frappées les cabanes.

Les Français du voisinage de la colonie anglaise ont ainsi prélevé un impôt sur les cabanes; mais il est si léger que la perception s'en opère sans difficulté.

Sierra-Leone, 30 avril. — La révolte des indigènes s'étend ; confirmée d'abord dans l'arrière-pays, elle atteint maintenant le sud de la colonie et la région du littoral. Plusieurs factoreries ont été brûlées et des négociants européens et africains ont disparu.

Accra, 29 avril. — La surexcitation due à l'impôt sur les cabanes ne fait que s'accroître. Il y aura bientôt une crise.

AVIS AUX SOCIÉTÉS ET AUX SYNDICATS

Le *Journal de Roubaix* publie toujours *gratuitement* les CONVOCATIONS des syndicats ouvriers comme celles des syndicats patronaux, des mutualités, des sociétés de musique, etc., etc., et en général, de toute association ayant un caractère démocratique, charitable, artistique, et non commercial.

Le *Journal de Roubaix* publie aussi *gratuitement* les avis de *concours, de fêtes, de concerts*..., etc..., DES SOCIÉTÉS QUI LUI CONFIENT L'IMPRESSION DE LEURS AFFICHES CIRCULAIRES, PROGRAMMES, etc..., etc.

Quand ces affiches, circulaires, programmes, etc..., ne sortent pas de l'imprimerie du Journal, l'insertion s'fait au tarif.

COURSE DE PARIS DU 30 AVRIL

FONDS D'ETAT FRANÇAIS & ÉTRANGERS

| P